

LE SOMMET DE CHICAGO

L'OTAN magnifie son déclin

par Thierry Meyssan

Le 25e sommet de l'OTAN n'est pas parvenu à répondre à la question lancinante qui hante l'Organisation depuis l'effondrement de l'URSS : en quoi peut-elle être utile à ses membres, hormis au Royaume-Uni et aux USA ? Toute question sur le massacre de 160 000 Libyens ou sur l'annulation de l'attaque de la Syrie étant écartée, les chefs d'États et de gouvernement ont simplement été sommés de financer le complexe militaro-industriel US.

RÉSEAU VOLTAIRE | DAMAS (SYRIE) | 22 MAI 2012



Le président Barack Obama reçoit ses invités à l'ouverture du sommet (ici en conversation avec la Haute représentante de l'Union européenne, la baronne Ashton).

Le sommet de l'OTAN à Chicago (20-21 mai 2012) ne rassemblait pas seulement les chefs d'État ou de gouvernement des 28 États membres, mais aussi les

délégations de 32 autres pays. À ce titre, il manifestait les ambitions désormais globales de l'Organisation.

Officiellement il devait répondre à trois questions principales :

- ▶ Comment contrôler l'Asie centrale ?
- ▶ Comment être plus efficace avec des budgets restreints par la crise financière ?
- ▶ Comment déployer un système offensif de missiles contre la Russie et la Chine ?

Le choix de Chicago pour recevoir le sommet s'explique bien sûr parce que c'est la ville dont est issu le président Barack Obama, et parce qu'elle est aujourd'hui administrée par le faucon Rahm Emanuel, officier de l'armée israélienne.

Un Comité hôte a été composé par le Groupe de Bilderberg [1] autour de la présidente du NDI/NED [2] Madeleine Albright et de John H. Bryan, administrateur principal de la banque Goldman Sachs.

À l'extérieur de la salle de conférence, il ne manquait pas de groupes militants pour manifester contre l'Alliance [3]. Cette turbulence a posé des problèmes de maintien de l'ordre à la municipalité, et a terni l'image du sommet. Cependant, l'OTAN a utilisé la gêne occasionnée pour occuper la presse : tandis que les journalistes se focalisaient sur les excès de la police à l'extérieur de la salle de conférence [4], les chefs d'État et de gouvernement pouvaient discuter en secret de leurs arrangements.



**Sommet de l'Organisation du traité
de sécurité collective (OTSC), à
Moscou, le 15 mai 2012. C'est moins
spectaculaire que l'OTAN, mais c'est
capable de lui résister.**

Contrôler l'Asie centrale

L'intervention alliée en Afghanistan avait été planifiée par les Anglo-Saxons avant les attentats du 11 septembre 2011, bien que ces attentats aient servi à la justifier de manière à y impliquer les alliés [5]. Elle répondait aux intérêts d'une coalition particulière : prendre en tenaille l'Iran (une fois l'Irak envahi) ; s'immiscer dans la zone d'influence russe des ex-États musulmans soviétiques ; ouvrir un couloir de communication pour exploiter le pétrole de la région Caspienne ; contrôler le marché mondial des drogues dérivées du pavot ; faire main basse sur des réserves de minerais précieux.

Dix ans plus tard, l'attaque de l'Iran est repoussée aux calendes grecques tandis que les relations des États-Unis avec la Russie et la Chine ne cessent de se tendre. Juste avant le sommet, Washington a conclu en urgence un Pacte stratégique avec Kaboul. Le retrait des troupes combattantes ne doit pas faire illusion : le Pentagone restera longtemps sur place. Paradoxalement, les Occidentaux ont besoin de troupes en Afghanistan pour menacer les intérêts russes en Asie centrale, mais ils ont besoin de passer par le territoire russe pour approvisionner leurs troupes en Afghanistan.

Au fil des ans, Moscou a donc créé un pacte militaire avec ses anciens partenaires soviétiques, l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC). L'Arménie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan en font partie (mais pas l'Azerbaïdjan). Puis, Moscou et Pékin ont fondé l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS). Son objectif initial était uniquement de prévenir l'ingérence anglo-saxonne en Asie centrale, mais elle

tend à devenir un Pacte militaire. L'OCS inclut —à titre d'observateurs ou de partenaires— la Mongolie et les États du sous-continent indien (mais toujours pas l'Azerbaïdjan).

La question principale du sommet de Chicago n'était donc pas de savoir si les troupes alliées sont nécessaires à la stabilisation de l'Afghanistan ou si leur mission est terminée [6], mais quels Alliés sont prêts à piétiner durablement les plates-bandes russes (et accessoirement chinoises) ? Dès lors, la décision du président François Hollande de retirer au plus vite les troupes françaises doit être comprise pour ce qu'elle est : non pas simplement mettre fin à une aberrante expédition coloniale, mais surtout refuser de participer à la stratégie impériale anglo-saxonne contre la Russie et la Chine en Asie centrale.

Face au complot anglo-saxon, Moscou a mis en scène sa réponse à travers l'agenda de son président.

7 mai : investiture du président Vladimir Poutine

8 mai : nomination de Dmitry Medvedev comme Premier ministre

9 mai : célébration de la victoire contre l'Allemagne nazie

10 mai : visite du complexe militaro industriel russe

11 mai : réception du président abkhaze

12 mai : réception du président sud-ossète

14-15 mai : rencontre informelle avec les chefs d'États de l'OTSC.

On ne peut être plus clair. Le nouveau mandat de Vladimir Poutine sera consacré à se donner les moyens de protéger les marches de la Russie et de la défendre avec ses alliés.

Dans un souci d'apaisement, l'OTAN a invité au sommet de Chicago les présidents des États membres de l'OTSC, qui ont tous fait le déplacement, sauf Vladimir Poutine.

Quoi qu'il en soit, le sommet a confirmé que l'OTAN resterait en Afghanistan, non plus en tant que puissance occupante, mais comme soutien à la fantomatique armée afghane [7].



Cérémonie de signature du programme de surveillance aérienne (Alliance Ground Surveillance — AGS). Les malheureux qui doivent payer la facture sont cloués au pilori des photographes : Souriez, vous devez payer.

Réduire les dépenses

Alors que le Pentagone lui-même était appelé à modérer ses dépenses, le précédent secrétaire à la Défense, Robert Gates, avait demandé aux alliés de faire un effort significatif et d'augmenter leur budget militaire pour compenser la baisse de celui des États-Unis [8]. Cependant le Pentagone a dû déchanter, les alliés ayant été à leur tour touchés par la crise financière états-unienne. Par conséquent, la réflexion s'est tournée vers les possibilités de dépenser moins (ce que les communicants appellent la « défense intelligente », étant entendu que jusqu'à présent on jetait stupidement l'argent par les fenêtres) [9].

En matière d'armement, dépenser moins, c'est acheter des armes fabriquées en très grande série. Concrètement, cela signifie que les Alliés doivent renoncer à fabriquer leurs propres armes et doivent au contraire les acheter au plus gros fabricant, c'est-à-dire aux USA. Le problème, c'est que cela signifie pour les alliés une perte de souveraineté, des pertes d'emplois, et l'obligation de continuer à soutenir le dollar, donc d'éponger le déficit US. En résumé, pour

être défendus, les alliés doivent sacrifier leur industrie de Défense —s'ils en ont encore une— et offrir leurs devises au Grand frère états-unien.

Le président Obama attendait ses invités avec son catalogue. Cette année, il y avait des promotions sur les drones. Le sommet a approuvé le programme d'acquisition de moyens de surveillance aérienne qui était en discussion depuis une décennie [10]. L'idée de mixer des drones et des avions gros porteurs fabriqués par des consortiums euro-US a été abandonnée au profit du seul achat de drones US. C'est une catastrophe annoncée depuis longtemps pour EADS (Allemagne), Thales (France), Indra (Espagne), Galileo Avionica (Italie), Dutch Space (Pays-Bas), General Dynamics (Canada). Mais c'est au moins 3 milliards d'euros de commandes pour Northrop Grumman et Raytheon (USA), qui sortent grands vainqueurs du sommet. La facture sera répartie entre 13 Etats membres. La France et le Royaume-Uni ont réussi à se retirer de ce guêpier et contribueront au programme avec leur propre matériel.

En outre, le Pentagone a imposé des modifications des règles de fonctionnement interne de l'Alliance de manière à se garantir la possibilité d'utiliser l'OTAN à la carte. A l'origine, l'Organisation était censée se mobiliser dans son ensemble lorsque un de ses membres était attaqué. Aujourd'hui, Washington fixe ses objectifs coloniaux et compose une coalition ad hoc. Par exemple, on a formé une alliance autour de la France et du Royaume-Uni pour détruire la Libye. Les Allemands n'y ont pas participé. Or, ils gèrent la flotte des avions de surveillance AWACS. Il s'en est suivi un moment de désorganisation avant que la coalition puisse utiliser ce matériel. Par conséquent, le Pentagone exige d'avoir un droit de réquisition des matériels de leurs alliés lorsque ceux-ci refusent de participer à une coalition. De ce point de vue, la « défense intelligente » équivaut à prendre ses alliés pour des imbéciles.

Menacer la Russie et la Chine



Anders Fogh Rasmussen, secrétaire général de l'OTAN (ici en conversation avec **Thomas Vecchiolla**, directeur des ventes de Raytheon), inaugure une exposition destinée à expliquer aux membres de l'Alliance les bienfaits du « bouclier antimissile ».

Pour mettre fin à la dissuasion nucléaire russe et chinoise, les États-Unis ont imaginé de se protéger des missiles ennemis pour pouvoir tirer les leurs sans crainte de représailles. C'est le principe du « bouclier antimissile ». Cependant, il n'existe pas à l'heure actuelle d'intercepteurs capables de détruire en vol les missiles balistiques ultrasophistiqués russes et chinois. Dès lors, sous l'étiquette fallacieuse de « bouclier antimissile », le Pentagone entend déployer un ensemble de radars capable de surveiller l'espace aérien global et installer le plus près possible de la Russie et de la Chine des missiles les menaçant.

Le secrétariat à la Défense US a d'ores et déjà négocié avec un grand nombre de pays des accords pour installer ces matériels. Il encourage des pactes militaires entre les États qui l'accueillent. Par exemple, il a invité la Jordanie et le Maroc à rejoindre le Conseil de coopération du Golfe et à le transformer en une sorte de nouveau Pacte de Bagdad [11]. En sus, il développe un discours lénifiant pour masquer ses intentions. S'adressant à des ignorants qui n'ont jamais observé une mappemonde, il explique sans rire que les installations développées en Europe centrale ne menacent pas la Russie, mais visent à intercepter des missiles iraniens tirés vers les USA en prenant le chemin des écoliers.

Le sommet de Chicago a entériné le transfert de compétence pour le « bouclier antimissile » du Pentagone à l'OTAN [12]. Là encore, la question n'était pas de savoir comment se protéger d'une imaginaire attaque nucléaire suicide iranienne ou nord-coréenne, mais si l'on veut ou non participer à un projet tourné contre la Russie et la Chine. Prudemment, les États-Unis ont

évitée la question qui fâche, quitte à ce que certains participants déplorent que l'on ne sache plus à quoi servira l'Alliance dans les prochaines années.



Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergey Lavrov, venu apporter le soutien de la Russie au président syrien, Bachar el-Assad (Damas, le 12 février 2007). Plus de 100 000 ressortissants russes résident désormais en Syrie. Ils actionnent notamment les systèmes antimissile S300 capables de tenir l'OTAN en échec.

Ne pas rendre compte

Le sommet de Chicago était important par les sujets qu'il a abordés. Il l'était tout autant par ceux qu'il a esquivés : la destruction de la Libye et la dérobade face à la Syrie. Dans toute organisation, les dirigeants sont tenus de présenter un rapport annuel de leurs activités. Pas à l'OTAN. Tant mieux pour eux car leur bilan n'est pas flatteur.

Depuis le dernier sommet, l'Alliance a gagné une guerre contre un ennemi qui ne lui a pas livré bataille. Persuadé jusqu'au dernier moment de pouvoir négocier, Mouammar el-Kadhafi avait interdit à son armée de riposter contre les aéronefs et les navires de l'Alliance. La guerre, la vraie, s'est limitée à la prise de Tripoli. Chacun savait que la population était armée et qu'entrer dans la

ville se ferait au prix d'un bain de sang. Certains que des alliés s'y opposeraient, l'amiral James Stavridis, Suprême commandeur de l'OTAN, n'a donc pas porté le sujet devant le Conseil atlantique. Il a organisé une réunion secrète à Naples où seuls les États les plus déterminés ont été conviés. Selon nos informations, la France y était représentée par Alain Juppé [13]. C'est donc à l'insu de certains alliés que la décision a été prise. En définitive, l'OTAN a conquis Tripoli en une semaine, le commandant militaire de la capitale, le général Albarrani Shkal, ayant démobilisé ses hommes et offert la ville à l'envahisseur pour quelques millions de dollars. Les drones et les hélicoptères de combat ont facilement massacré les dizaines de milliers d'habitants, qui pensaient pouvoir défendre leur patrie armés de kalachnikovs. L'OTAN qui était prétendument venue protéger les civils a tué au total 160 000 personnes, sans avoir officiellement subi la moindre perte..

À Chicago, les chefs d'État et de gouvernement ont pu discuter des problèmes capacitaires de cette guerre, mais ni du coup de force du Suprême commandeur, ni du résultat politique qui a suivi avec l'anéantissement de l'État libyen et l'installation au pouvoir des Frères musulmans et d'Al Qaida.

On a également limité les discussions à propos de la Syrie. Les communicants qui avaient utilisé du même prétexte pour viser Damas et Tripoli (le « printemps arabe »), ont une explication toute faite pour expliquer la dérobade : une intervention militaire internationale favoriserait une guerre civile. C'est évidemment plus classieux que de reconnaître le renversement du rapport de force. La Russie a déployé en Syrie le système de défense anti-aérienne le plus performant du monde. Il n'est pas de nature à empêcher un bombardement du pays, mais peut infliger des pertes très sévères aux aéronefs de l'OTAN. L'enjeu n'en vaut pas la chandelle. Aussi peut-on lire dans la Déclaration finale du sommet une banalité qui ne valait pas de réunir 60 chefs d'État et de gouvernement : « *Nous suivons l'évolution de la crise syrienne avec une préoccupation*

croissante et nous soutenons fermement les efforts que déploient l'ONU et la Ligue des États arabes, et notamment la mise en œuvre intégrale du plan Annan en six points » [14].

Thierry Meyssan

[1] « [Ce que vous ignorez sur le Groupe de Bilderberg](#) », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire/Komsomolskaïa Pravda*, 9 avril 2011.

[2] « [La NED, vitrine légale de la CIA](#) », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire/Odnako*, 6 octobre 2010.

[3] « [Massive anti-NATO protests in Chicago](#) », *Voltaire Network*, 21 mai 2012.

[4] « [The Empire Holds Its War Council in Chicago](#) », by Glen Ford, *Voltaire Network*, 18 mai 2012.

[5] *L'Effroyable imposture*, par Thierry Meyssan, 2002.

[6] « [Déclaration du Sommet de l'OTAN à Chicago concernant l'Afghanistan](#) », *Réseau Voltaire*, 21 mai 2012.

[7] « [Aube rouge sang à Kaboul](#) », par Manlio Dinucci, *Réseau Voltaire*, 9 mai 2012.

[8] « [Les gros bras Gates et Rasmussen tentent un nouvelle extorsion de fonds](#) », par Lucille Baume, *Réseau Voltaire*, 16 juin 2011.

[9] « [Quel est le prix de la « défense intelligente » de l'Otan ?](#) », par Manlio Dinucci, Tommaso di Francesco, *Réseau Voltaire*, 21 mai 2012.

[10] « [Déclaration du sommet sur les capacités de défense pour les forces de l'OTAN à l'horizon 2020](#) », *Réseau Voltaire*, 20 mai 2012.

[11] Signé en 1955, le Pacte de Bagdad était un complément de l'OTAN réunissant l'Irak du roi Fayçal II, la Turquie d'Adnan Menderes, le Pakistan du gouverneur général Malik Ghulam Muhammad et l'Iran du Shah, sous la houlette des Anglo-Saxons.

[12] « [Revue de la posture de dissuasion et de défense de l'OTAN](#) », *Réseau Voltaire*, 20 mai 2012.

[13] Ce point a été formellement démenti par son secrétariat, selon lequel le ministre était en vacances à cette date.

[14] « [Déclaration du Sommet de l'OTAN à Chicago](#) », *Réseau Voltaire*, 20 mai 2012.

Source : « L'OTAN magnifie son déclin », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 22 mai 2012, www.voltairenet.org/a174286